

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

DU CONSEIL ÉCONOMIQUE,
SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Mandature 2021 – 2026



SOMMAIRE

| | |
|--------------------------|---|
| Propos introductif _____ | 5 |
|--------------------------|---|

Résiliances :

| | |
|---|---|
| Renforcer et sécuriser les fondements d'une société plus inclusive et plus solidaire _____ | 7 |
|---|---|

Transitions :

| | |
|--|---|
| Accompagner et garantir l'acceptabilité des évolutions écologiques, économiques et sociales _____ | 9 |
|--|---|

Transformations :

| | |
|---|----|
| Anticiper les grandes évolutions dans un contexte international volatile et instable _____ | 11 |
|---|----|

| | |
|--------------------------------|----|
| Déclarations des groupes _____ | 14 |
|--------------------------------|----|

| | |
|---------------|----|
| Scrutin _____ | 40 |
|---------------|----|

Annexe :

| | |
|--|----|
| Pistes de réflexion des formations de travail du CESE ____ | 43 |
|--|----|

Orientations stratégiques du CESE

Propos introductif

L'élaboration des orientations stratégiques de notre Assemblée est un moment crucial pour cette nouvelle mandature. Il s'agit plus que jamais de poser une vision commune parce que nous vivons un tournant dans notre histoire, avec des défis démocratiques, économiques, démographiques, sociaux, et écologiques sans précédent. Ces cinq années sont à la fois longues et brèves, longues à l'échelle de nos vies, brèves à l'échelle des défis du nouveau siècle, dont la crise de la Covid-19 a révélé qu'ils seront majeurs. Pour concilier ces temporalités, il fallait que tous ensemble, nous soyons au clair sur les constats, sur les idées comme sur les mots. Nous avons tenu à faire un travail approfondi en formations de travail, multiplier les points de vue. Ce travail est annexé au présent document. Nous avons aussi voulu à cette occasion intégrer des dispositifs propres à la participation du public, tirage au sort, association de personnalités extérieures, qui font de notre assemblée, en plus de la chambre de la société civile organisée, le carrefour de la démocratie participative que dessine la réforme de janvier 2021.

Ce processus a abouti à des orientations stratégiques qui embrassent les problématiques contemporaines et futures à travers trois familles d'enjeux.

Les **enjeux de résilience** tout d'abord, car nous n'avancerons ni ne convaincrions sans garantir à chacune et chacun d'entre nous solidarité et sécurité. Pour prévenir les fractures, lutter contre les discours de haine et retisser les liens, il s'agit de promouvoir la cohésion sociale et territoriale, pour une société plus accueillante et protectrice, axée sur le progrès social, le développement économique, la lutte contre les inégalités, l'éradication de la pauvreté, l'éducation, la culture, l'engagement et la préservation de l'environnement.

Cette résilience doit nous permettre d'affronter les enjeux des nécessaires **transitions**, en nous attachant à leur accompagnement et leur acceptabilité :

- . **écologiques**, en limitant le changement climatique, en s'adaptant à ce changement et en restaurant la biodiversité.
- . **économiques**, en accompagnant l'évolution de nos modèles économiques, de notre appareil productif, industriel et agricole et de nos modes de consommation.

- **sociales**, en réduisant les inégalités, en favorisant la cohésion sociale, la solidarité (familiale, intergénérationnelle, de proximité...), la création de communs et en repensant la place et le sens du travail dans une société aspirant à une meilleure qualité de vie.

L'ensemble de ces transitions, par un débat démocratique, doit dessiner un horizon désirable, en premier lieu pour la jeunesse, fondé sur un nouveau modèle social.

Enfin, s'imposent à nous **les grandes transformations** en cours que nous devons maîtriser et anticiper : d'une part, les révolutions technologiques, les mutations de la mobilité, l'évolution des métiers, d'autre part, dans le cadre de notre appartenance à l'Union européenne, dans un contexte global, les flux migratoires, la défense des libertés fondamentales et de l'Etat de droit, les accords commerciaux équitables, la fiscalité commune et la gestion des biens communs mondiaux.

Si la décision relève des pouvoirs exécutif et législatif, l'appropriation, le partage et l'acceptabilité des politiques publiques dépendront de leur assise dans la société toute entière, d'un ambitieux effort d'éducation et de formation tout au long de la vie et d'une co-construction démocratique dont le CESE se doit d'être l'acteur pour orienter l'arbitrage public vers toujours plus d'intérêt général.

Dans le cadre de ces orientations et enrichie de la participation citoyenne, notre assemblée, à travers les organisations qui la composent et au-delà, produira des travaux, et les portera dans le débat public, approfondissant son rôle de conseil, sa capacité d'initiative et d'influence.

L'ensemble de ces travaux concrétise la volonté d'un futur commun, construit et décidé ensemble que nous porterons en tant que troisième Assemblée de la République.

I. Résiliences :

Renforcer et sécuriser les fondements d'une société plus inclusive et plus solidaire

Le CESE réaffirme avec force les grands principes communs de solidarité et d'efficacité des politiques publiques, en tenant compte des particularités des territoires, notamment ultramarins, ruraux et des quartiers prioritaires, et destinés à construire une égalité réelle entre citoyennes et citoyens. L'impératif d'accessibilité universelle pour réduire et supprimer les situations de handicap doit être pris en compte dans l'ensemble de nos politiques publiques et par tous les acteurs de la société.

La lutte contre toutes les inégalités et les discriminations (sociales, professionnelles, territoriales, environnementales, culturelles, liées à l'identité...), touchant en particulier les publics les plus vulnérables, les plus précaires et les plus isolés, doit demeurer l'un des objectifs prioritaires et doit mobiliser efficacement les ressources techniques, humaines et budgétaires de l'action publique. L'égalité entre les femmes et les hommes doit être effective et concrétiser ainsi une évolution politique et sociale qui ne doit plus attendre. La crise sanitaire, économique et sociale actuelle - dont les effets à moyen et long terme ne peuvent être totalement anticipés à ce stade - a agi comme un révélateur des forces et des limites de la résilience des sociétés française et européenne. Ce qui nous permet de comprendre le terme résilience comme la capacité d'une société à anticiper et absorber les perturbations et à rechercher un nouvel équilibre.

L'énergie mobilisée en toutes circonstances par les acteurs de la société civile organisée constitue un des ciments de la cohésion sociale et territoriale. Cette cohésion doit toutefois être renforcée, notamment en encourageant la démarche entrepreneuriale, et toutes les formes d'activité orientées vers une croissance basée sur la durabilité et le développement humain. Si ce maillage national et local incarne une grande capacité d'adaptation de la société française dans la période actuelle, il demeure fragile.

Différents facteurs peuvent questionner l'efficacité et les finalités des politiques publiques, ainsi que les conditions de leur mise en œuvre. On constate, par exemple, une érosion de la confiance des citoyennes et des citoyens dans la plupart des institutions territoriales, nationales et européennes et une faible adhésion aux processus décisionnels politiques. Le phénomène est amplifié par la succession de crises rapprochées, leurs conséquences (sociales, financières, migratoires, sanitaires, environnementales...) et une situation politique qui suscite de lourdes inquiétudes. Les politiques publiques doivent être co-construites, c'est-à-dire élaborées transversalement, mises en œuvre et évaluées par toutes les parties prenantes.

Les risques d'apparition et d'aggravation de fractures dans notre pays sont des défis majeurs qui doivent être identifiés et anticipés. Cette crise a également révélé la fragilité de nos circuits d'approvisionnement à l'échelle mondiale, et notre dépendance technologique dans un contexte géopolitique qui se tend et sera accentué par la crise climatique.

Le CESE cherchera à répondre aux questions relatives à une meilleure répartition des richesses, à la lutte contre la pauvreté, la précarité, les inégalités sociales, territoriales, générationnelles et de genre, les discriminations, et pour l'accès au logement, autant d'urgences sociales.

Le CESE s'attachera par ailleurs à la garantie de l'accès aux services publics et services de proximité sur tous les territoires, à l'effectivité réelle des droits et à l'engagement des citoyennes et des citoyens, moyens prioritaires de renforcement de la cohésion sociale et des solidarités.

En matière de santé, le Conseil portera un changement d'approche privilégiant la prévention et une plus grande prise en compte de la santé globale et environnementale.

II. Transitions :

Accompagner et garantir l'acceptabilité des évolutions écologiques, économiques et sociales

Faire significativement évoluer les modèles socio-économiques - pour faire face au défi de l'humanité, au défi climatique et à l'effondrement de la biodiversité - ne saurait se décréter « d'en haut », mais nécessite une prise de conscience collective. Cela doit faire l'objet d'une sensibilisation, d'une concertation, d'un accompagnement dans toutes les dimensions de la vie quotidienne. Permettre aux citoyennes et aux citoyens de s'émanciper, d'être actrices et acteurs de ces évolutions, notamment au sein de leurs associations, coopératives, mutuelles... constitue l'une des grandes orientations stratégiques du CESE.

Une France ayant neutralisé son empreinte carbone et stabilisé la dégradation de sa biodiversité, conformément à ses engagements européens et internationaux, et dans une stratégie étroitement concertée avec ses partenaires s'impose comme futur souhaitable à l'horizon de la prochaine génération. Un second objectif, étroitement corrélé au premier est d'atteindre la neutralité carbone en accompagnant massivement un tissu économique et social déjà soumis à de très fortes tensions de compétitivité face à des acteurs internationaux peu respectueux des accords passés. Ces évolutions nécessaires seront des opportunités, dans la mesure où elles revêtent un très fort potentiel de développement et d'innovation, si elles sont accompagnées d'une stratégie de recherche ambitieuse, concertée et planifiée. De même, les bouleversements de production induits par la désindustrialisation accélérée des dernières décennies et les changements dans les habitudes de consommation ont conduit à de fortes aspirations à repenser en profondeur le rapport au travail, la mesure et la répartition de la création de valeur et l'articulation entre vie professionnelle, familiale et personnelle.

Le rythme, l'intensité et le niveau de ces changements constitueront les points saillants de la plupart des débats dont les conseillères et conseillers auront prochainement à s'emparer. A cet égard, la participation des citoyennes et des citoyens aux travaux du CESE, selon les modalités établies par la loi organique, constituera un apport réel, complémentaire de l'expression des corps intermédiaires, susceptible de refonder les bases de la co-construction des politiques. A charge pour le CESE d'en fixer le cadre, les règles de transparence et de redevabilité claires et efficaces.

Le CESE s'attachera à traiter en particulier des conditions de déploiement de modèles économiques et industriels intégrant une transition écologique socialement juste et partagée.

Les thématiques liées à l'éducation et à l'accès au savoir sous toutes ses formes comme vecteurs d'appropriation collective des enjeux seront approfondies.

Le CESE sera attentif à l'accompagnement des citoyennes et citoyens dans l'adaptation de leur quotidien à des modes de vie durables et préservant la biodiversité.

Une réflexion sera menée sur les infrastructures et l'appareil de production concourant à la relocalisation des filières et activités, industrielles et de services, essentielles à notre indépendance stratégique.

Parmi les enjeux des souverainetés, le CESE traitera notamment de l'accès de toutes et tous à une alimentation saine, équilibrée, d'une production sobre en carbone et en eau, d'une distribution et d'une consommation responsables.

Sur ces différentes transitions, les spécificités des Outre-mer feront l'objet d'une réelle prise en compte.

III. Transformations :

Anticiper les grandes évolutions dans un contexte international volatile et instable

L'évolution des grands équilibres macropolitiques, économiques et démographiques mondiaux semble extrêmement incertaine dans un contexte de recomposition des rapports de force entre les principaux blocs régionaux. Sur la base de diagnostics partagés, les travaux du CESE ont abouti à un certain nombre de questionnements qu'il faut nécessairement anticiper : de nouvelles révolutions technologiques s'annoncent (ordinateurs quantiques, intelligence artificielle, thérapies géniques, nanotechnologies...), mais seront-elles au service de chacune et chacun ou plutôt l'objet de tensions entre acteurs ? La mutation en profondeur des métiers connaît une accélération sans précédent, mais les filières traditionnelles de formation professionnelle y sont-elles aujourd'hui suffisamment préparées ? Les valeurs éthiques et la vigilance collective quant à une prise en compte accrue de toutes les sensibilités et de toutes les identités se déploient dans l'espace public et dans le monde professionnel, mais pour autant l'égalité réelle n'est-elle pas confrontée à un plafond ? Notre système éducatif et nos politiques associatives, sportives et culturelles permettront-ils à chaque personne d'être suffisamment créative pour ne pas subir les transformations et contribuer à inventer le monde qui vient ?

Ces sujets ont une forte dimension internationale, que les pouvoirs publics et la société civile doivent nécessairement prendre en compte : c'est par l'Europe et l'international qu'on luttera contre les grandes distorsions (financières, fiscales, sociales, économiques, environnementales et commerciales) et que l'on répondra aux grands défis géopolitiques (migration, droit d'asile, coopération, gouvernance des biens communs mondiaux, accès aux ressources naturelles, risques pandémiques...). Mais il faut pour cela que l'Europe définisse une autonomie stratégique qui lui permette de répondre à ces nouveaux défis en adaptant notamment ses politiques aux Objectifs de Développement Durable. Les objectifs portés par la France et l'Union européenne en matière de neutralité carbone notamment, ont vocation à servir de modèle aux futures négociations internationales, conformément à la dynamique ouverte par la COP-21 et l'Accord de Paris.

A l'échelle européenne, peser plus efficacement sur les grands sujets mondiaux ne saurait être atteint à n'importe quel prix. Les travaux ont également pointé l'absolue nécessité de ne pas transiger sur les valeurs fondamentales. A ce titre, le respect de l'Etat de droit dans toutes ses dimensions et par tous les Etats, doit conditionner la mise en œuvre des décisions communes, y compris dans leur dimension redistributive.

Enfin, les sociétés civiles organisées doivent renforcer leurs relations à l'échelle européenne et internationale pour peser dans le débat public mondial. Le CESE souhaite poursuivre sa coopération avec le Comité Economique et Social Européen, dans le cadre d'échanges plus réguliers. Les initiatives portées jusqu'à présent dans le cadre des organisations internationales (AICESIS et UCESIF), bien que reposant sur des principes unanimement admis de coopération et d'échanges de bonnes pratiques, n'ont pas encore su démontrer leur vraie valeur ajoutée. Il importe donc, dans les années à venir, de revoir en profondeur leur fonctionnement interne et leurs objectifs.

Le CESE prendra notamment en compte la question des nouvelles technologies et du financement optimal de l'économie pour permettre le déploiement de modèles responsables créateurs d'emploi, en s'appuyant sur des écosystèmes économiques robustes.

Dans ce contexte, les problématiques d'évolution de l'organisation du travail et des métiers ainsi que l'équilibre territorial occuperont une place centrale.

La nécessaire redynamisation du modèle démocratique sera abordée sous l'angle de la transparence, de l'information fiable et de l'évaluation des politiques menées.

Le CESE s'engagera pour que la France et l'Europe jouent pleinement de leurs atouts, à commencer par un rayonnement mondial et une stratégie d'influence qui doivent nettement s'amplifier. Dans ce contexte, nos réflexions intégreront la gouvernance des biens communs mondiaux.

La définition de nos orientations stratégiques dessine une vision débattue, partagée, résultant d'un consensus exigeant. Car si le monde qui vient apparaît incertain, il peut être celui de nouvelles solidarités, de nouveaux modèles. Le CESE choisit résolument d'y concourir.

Déclarations des groupes

Agir autrement pour l'innovation sociale et environnementale

Notre groupe salue le travail engagé par toutes et tous pour définir les orientations stratégiques de notre mandature. Nous partageons bien sûr les constats qui sont faits et la plupart des enjeux identifiés. Pourtant nous trouvons que le texte présenté aujourd'hui ne reflète pas le dynamisme et la pertinence de la Conférence des enjeux. Nous déplorons aussi le manque d'un engagement plus prononcé du CESE sur ses orientations stratégiques.

La réforme du Conseil et cette nouvelle mandature sont l'occasion d'avoir un véritable impact. Mais quel impact pourrions-nous avoir avec ces orientations stratégiques où la recherche du consensus et de dénominateurs communs opacifient la mission du Conseil et ses propres enjeux ? Le CESE doit pouvoir répondre avec méthode aux enjeux qui se profilent. Bien-sûr nous souhaitons une société plus solidaire, et des transitions et transformations accompagnées et raisonnées.

Notre groupe souhaite réfléchir avec vous tous à un futur souhaitable et être force de propositions. Peut-être vaudrait-il mieux identifier les oppositions, les alternatives et proposer des préconisations qui ont un sens pour notre société et qui vont permettre de faire avancer les choses.

Identifier, prioriser, hiérarchiser, débattre et enfin proposer des solutions permettrait d'aboutir à des résolutions et des avis fondés sur le dépassement de ces différences qui font notre force et notre richesse. Cette richesse assumée de la société civile organisée, les consensus qui seront trouvés sur des propositions et non sur des questions de sémantique donneront au CESE une réelle légitimité et un impact sur notre société. Le Conseil doit pouvoir affirmer son utilité et sa nécessité à l'heure où les défis qui se profilent sont majeurs, complexes et souvent interdépendants.

Nous parlons depuis quelques mois des enjeux de la France à l'horizon 2035 et même après. Il faut pouvoir nous montrer aptes à répondre à l'urgence et à la gravité de ces derniers. Nous voulons aborder ces enjeux de manière transversale pour garantir aux générations actuelles et futures une société inclusive, solidaire et respectueuse des limites physiques de la planète ; ceci suppose des transformations profondes de notre société, le rôle du CESE est de les rendre possibles en éclairant les conditions de leur faisabilité, en anticipant les difficultés, en trouvant des solutions pour les surmonter. Pour cela, nous proposons de prendre pour première référence les objectifs de développement durable, car la France n'est pas seule face à ces enjeux. L'Europe est une chance et une promesse. En développant son autonomie stratégique, nous pourrons engager des transitions raisonnées et responsables.

Le futur, nous le souhaitons avec vous équitable et prospère. Mais pour que le CESE soit dans son rôle, nous souhaiterions qu'il définisse une vraie vision de ses enjeux en étant le plus réaliste possible sur les problématiques de cette société. C'est pour cela que notre groupe s'est abstenu de voter les orientations stratégiques du CESE.

Agriculture

Ce texte est un aboutissement et surtout le début d'un travail collectif. Cette vision commune, ces constats partagés, ces valeurs collégiales constituent désormais le socle de nos futurs études, rapports, avis et résolutions. Nous aurons tous à cœur de nous y référer tout au long de cette mandature.

Au cours de nos échanges et de nos réflexions sur ce texte, ainsi que lors de la Conférence des enjeux, nous avons particulièrement été vigilants sur la prise en compte de l'économie productive. Pour notre secteur d'activité, c'est l'acte de production qui doit avant tout guider nos orientations futures. Les externalités produites doivent aussi être considérées comme parties prenantes d'une économie de services associés.

Nous avons également souhaité que nos futurs travaux prennent en compte que notre espace pertinent est l'espace européen, afin de renforcer sa cohésion et que soient intégrés les enjeux d'indépendance et de souveraineté de notre économie. Il s'agit de permettre à notre pays et à l'Union européenne de tendre vers une autonomie stratégique, dans une économie mondialisée. Ces thématiques ont été retenues, nous nous en réjouissons.

Dynamique économique, croissance durable, emplois pérennes sont des éléments indispensables, cela va sans dire, au bon fonctionnement de notre société, dans tous les territoires, y compris les moins denses. Et l'on sait à quel point les difficultés économiques peuvent fragiliser la cohésion sociale et territoriale.

La dynamique de tous les territoires est également une priorité pour les membres du groupe agriculture qui sont tous, agriculteurs, forestiers, chasseurs, issus des espaces ruraux. Le texte des orientations stratégiques l'aborde sous l'angle de la compensation des inégalités, faute de les avoir évitées. Il faut mettre en place les conditions d'un développement économique harmonieux de tous les territoires afin d'assurer leur vitalité et des perspectives attractives pour leurs habitants et leurs entreprises.

Avec ces orientations stratégiques nous nous réjouissons que notre assemblée se trouve désormais en ordre de marche et nous sommes prêts à travailler.

D'autant plus que la mandature qui s'ouvre s'annonce particulièrement dense. Dans le contexte sanitaire, politique, climatique et économique qui est le nôtre, et face aux enjeux du développement durable (celui des ODD), notre institution nous offre la chance d'avoir un cadre de dialogue réunissant toutes les composantes de la société civile, hors de toute logique partisane. Un cadre qui nous offre aussi le temps de la réflexion. C'est un avantage dont il nous faut tirer parti, dans ce monde d'urgence et d'immédiateté.

Le groupe a voté pour.

Alternatives sociales et écologiques

Le texte d'orientations stratégiques que nous examinons aujourd'hui revêt une importance particulière à deux égards. Tout d'abord ce texte est le fruit d'un travail collectif, issu des réflexions de l'ensemble des organisations membres du CESE et des groupes, entamé pour la première fois au sein de cette nouvelle mandature. C'est ensuite un texte de référence puisqu'il donne un cadre de travail pour l'année à venir et constitue le socle des sujets sur lesquels le CESE aura à se pencher durant les prochains mois.

Nous devons réaliser un bilan de la méthode employée, tant concernant l'organisation et la tenue de la Conférence des enjeux que pour la rédaction de ce texte, dans une volonté de préservation et de perfectionnement du travail collectif mis en œuvre depuis le début de cette mandature. L'écriture d'un tel texte aurait par exemple nécessité

d'y consacrer davantage de temps même si nous sommes satisfaits de l'intégration par le bureau de bon nombre d'idées et de propositions émises par les groupes.

Malgré des faiblesses sur le fond (en termes de santé, de recherche, d'éducation, de culture par exemple) et des lacunes dans les formulations, des insuffisances aussi - certainement liées à des difficultés à penser ensemble la manière de faire face aux défis qui sont devant nous - le groupe Alternatives sociales et écologiques se retrouve globalement dans ce projet et le votera, notamment car notre amendement incluant dans ce texte les 42 fiches travaillées en amont dans les commissions a été adopté.

En effet, en ciblant bien les enjeux en termes de transitions économiques, sociales et environnementales, et en posant des questionnements sur les sujets de société qui doivent conduire à une mobilisation forte du CESE en ces temps de crise (et notamment la lutte contre les inégalités, dont les inégalités entre les femmes et les hommes, les discriminations, la pauvreté et pour le partage des richesses, l'accès aux biens communs et aux services publics, d'autres modes de production et de consommation nécessaires...), ce texte donne un cadre aux travaux à venir mais qui nécessiteront des débats sérieux et approfondis au sein de notre Assemblée.

En effet, nous devons maintenant travailler ensemble avec respect et exigence, en recherchant ce qui nous rassemble tout en éclairant les consensus, mais aussi les dissensus, car nos travaux devront être utiles aussi bien aux acteurs publics qu'aux citoyens et citoyennes. Ce sont ces équilibres qui permettent d'assurer la légitimité du CESE et la qualité de ses travaux.

Pour nous, le but de notre présence et de notre travail au CESE est de chercher à contribuer à l'amélioration de la vie de chacune et chacun, de chercher à assurer davantage de justice sociale, de préserver la démocratie et le respect des valeurs qu'elle implique. Cela nécessite d'anticiper la mise en œuvre de moyens pour faire face aux grands défis actuels - environnementaux, économiques et sociaux -, et donc de permettre, notamment, un accès de toutes et tous au savoir, à l'Education et à la prise de décision. Et nous devons le faire avec le souci de bien représenter toute la société, ces différents territoires, ces différents citoyens et citoyennes, notamment en veillant à la place des jeunes, des femmes et des personnes migrantes.

Ces orientations stratégiques sont un prélude à tous ces travaux et donnent sens à nos mandats communs, c'est-à-dire ce pour quoi nous nous engageons toutes et tous : œuvrer pour une société plus démocratique, plus juste, plus solidaire, capable d'assurer l'émancipation de chacun et chacune, et une égale dignité de vivre ensemble dans un monde préservé.

Artisanat et Professions libérales

Si notre pays a réussi à sortir rapidement de la crise économique liée à la pandémie, il doit désormais se mettre en action pour répondre aux enjeux à la fois écologiques, économiques, technologiques, sociaux et démocratiques.

Les grands constats sont posés, mais il s'agit de déterminer comment opérer les évolutions et les transformations à la fois souhaitables et nécessaires, et surtout les rendre acceptables.

Des attentes fortes, mais aussi des craintes, s'expriment dans la société face à ces enjeux et aux évolutions qui s'annoncent. Le rôle du CESE est de les porter dans ses travaux futurs, mais aussi d'identifier les moyens de redonner confiance en l'avenir.

Nous vivons en effet une époque charnière, pleine d'incertitudes et d'inquiétudes, au regard des nombreux changements à opérer et de leurs effets. Or, la réussite de ces changements reposera sur la mobilisation de tous.

Aussi, il va être essentiel de clarifier les priorités, d'identifier les stratégies d'action mais aussi d'accompagner les acteurs dans ces évolutions.

Parmi les Orientations stratégiques du CESE, notre Groupe retient comme thématiques prioritaires : la souveraineté stratégique, l'emploi et la cohésion sociale.

Notre stratégie industrielle doit permettre de rompre avec nos dépendances dans des domaines-clés pour l'avenir et d'assurer notre souveraineté énergétique.

C'est aussi en relocalisant, que nous recréerons des emplois dans les territoires et que nous renforcerons l'économie de proximité, tout en améliorant nos performances environnementales.

Investir dans le capital humain doit également être un objectif majeur. Nous regrettons que les priorités du CESE ne mettent pas davantage l'accent sur ce point.

En effet, la plupart des emplois vont devoir se transformer et d'autres vont disparaître. Il est donc essentiel d'anticiper et d'organiser les évolutions de compétences, comme les reconversions professionnelles. Cela va nécessiter la mobilisation des branches et des territoires, en termes d'analyses prospectives, tout comme une activation renforcée de l'appareil de formation. De plus, les jeunes en phase d'orientation devront être mieux informés sur les débouchés professionnels et les emplois d'avenir. Enfin, les formations initiales devront s'adapter.

La cohésion sociale exige par ailleurs d'ouvrir de réelles perspectives d'avenir aux personnes en situation de précarité. Cela doit notamment interroger la capacité de notre système d'enseignement à donner à chacun les savoirs de base nécessaires, mais aussi celle des dispositifs d'accompagnement à offrir des chances d'insertion ou de réinsertion professionnelle.

Plus largement, la transition écologique va bousculer les modes de production, de consommation, les conditions de logement et de déplacement, autant de sources d'incertitude et d'insécurité pour les agents économiques.

Pour relever ces défis, les maître-mots doivent être l'anticipation et l'accompagnement. Cela supposera des politiques publiques volontaristes, évaluées dans leurs impacts, suffisamment claires et lisibles et combinant mécanismes d'incitation et aides aux plus fragiles.

Le CESE a tout son rôle à jouer pour contribuer à la construction de ces politiques et pour renouer le lien entre les stratégies publiques et les citoyens, afin que notre société regarde son avenir avec confiance. Le dialogue entre ses diverses composantes est plus que jamais un atout sur lequel s'appuyer.

Mais il faudra aussi que les Pouvoirs publics soient à l'écoute des propositions de la société civile organisée, car elles sont un gage de l'acceptabilité des évolutions et des réformes.

Le Groupe Artisanat et Professions Libérales a voté les Orientations Stratégiques de la mandature.

Associations

En ce début de mandat le Président du CESE a souhaité que les 82 organisations qui y siègent échangent leurs points de vue sur les enjeux que la société devra relever dans les années à venir.

Bien que la définition des orientations stratégiques du CESE ait rencontré quelques difficultés de méthode, le groupe des associations

souhaite saluer l'ambition initiale : permettre aux organisations de la société civile, certes différentes mais non moins complémentaires, de se rencontrer, de partager et confronter leurs points de vue, dans un format de travail inédit.

Cette volonté de co-construction nous a directement placés au cœur de ce que doit être la chambre du dialogue civil.

Le groupe des associations tient à saluer la prise en compte d'enjeux essentiels et porteurs de l'intérêt général. Nous nous retrouvons dans ce texte lorsqu'il est affirmé que : la santé doit être appréhendée dans une perspective globale, prenant en compte les défis sociaux et environnementaux ; la démocratie s'enrichit de la participation réelle de tous et toutes aux côtés de la société civile organisée ; la cohésion sociale passe inéluctablement par la fin de toutes les discriminations afin d'apaiser les colères et contrer les discours de haines ; l'accès et l'effectivité des droits fondamentaux doivent être garantis ; ou encore que l'éducation, formelle ou non formelle et la culture ne doivent souffrir d'aucune barrière d'accès et ce tout au long de la vie.

La richesse de ce texte associé aux 42 fiches thématiques est à souligner, c'est pourquoi dans un esprit collectif et malgré quelques insatisfactions, le groupe des associations l'a voté.

20

En effet, si la nécessité d'œuvrer à la cohésion sociale est mentionnée à plusieurs reprises au sein des orientations stratégiques, le rôle des associations y est peu évoqué. Or, dans notre pays, les associations représentent 1,5 million de structures, 1,8 million de salarié.e.s – soit 10% de l'emploi privé en France – ainsi que 20 millions de bénévoles, qui collectivement permettent un maillage territorial unique. L'engagement associatif est un levier d'émancipation de la société qui, dans le même temps, resserre les liens entre celles et ceux qui la composent.

C'est pourquoi, le groupe des associations affirme à nouveau la nécessité de renforcer l'engagement, d'œuvrer rapidement à la mise en place d'une société réellement inclusive pour tous et toutes qui aura éradiquée la grande pauvreté, d'armer notre pays à lutter contre la sédentarité, ou encore de promouvoir le modèle de l'économie sociale et solidaire. Tout cela ne pourra se faire sans un soutien accru à la vie associative que nous appelons de nos vœux.

CFDT

Les orientations stratégiques constituent la feuille de route du CESE pour la mandature. La CFDT entend vérifier que le texte proposé répond à trois questions :

- En quoi ces orientations s'inscrivent-elles dans une démarche visant à participer à la construction de l'intérêt général ?
- En quoi vont-elles contribuer à éclairer les acteurs publics et le débat public ?
- En quoi la mise en œuvre de ces orientations sera facilitée par la réforme du CESE, en particulier la participation citoyenne ?

La CFDT partage la vision portée par ces orientations. Afin d'engager les transformations nécessaires pour répondre aux transitions en cours, il est indispensable de consolider notre modèle social et démocratique. C'était le message adressé dans l'avis « Fractures et transitions : réconcilier la France », en réponse à la crise sociale de 2018. Réduire les inégalités, éradiquer la pauvreté, assurer l'effectivité de l'accès aux services publics et aux droits, miser sur la prévention, sont autant d'axes de travail où les acteurs sociaux représentés au CESE ont légitimité à confronter leurs analyses, leurs propositions. En ce sens, en partageant à travers ces orientations les axes de travail et leur cohérence, le CESE pourra s'affirmer comme contributeur de la construction de l'intérêt général.

Les thématiques présentées vont engager les formations de travail du CESE qui devront les traduire en avis. Elles sont susceptibles d'éclairer les acteurs publics, et plus largement le débat public, à condition de prendre la mesure des effets des changements climatiques et de l'urgence écologique. Cette dimension transversale et fondamentale ne devra jamais être oubliée. La CFDT valide les propositions, avec une réserve sur l'expression des enjeux de souveraineté, lui préférant la notion d'autonomie stratégique européenne.

Très concrètement, la valeur et l'utilité des avis se mesureront par la qualité de l'analyse des controverses qu'ils contiendront et par des préconisations opérationnelles, avec des indicateurs de mise en œuvre garantissant leur évaluation tout au long du mandat. Sur ce point, les orientations s'attachent surtout à identifier des thématiques et moins des méthodes, alors que le CESE sera attendu sur la qualité de ses productions.

La réforme du CESE nous oblige. La CFDT considère que les propositions de ces orientations peuvent anticiper, par la prégnance des sujets abordés, des saisines gouvernementales ou des travaux législatifs à venir. Plusieurs travaux de CESER, du CES européen ou d'autres organisations ont déjà abordé ces sujets et nos instances peuvent s'enrichir mutuellement de nos travaux respectifs.

Les orientations stratégiques soulignent que la nécessaire redynamisation du modèle démocratique nécessitera une évaluation des politiques menées. Pour la CFDT, cette évaluation des politiques publiques devra utiliser et revisiter les outils que le CESE s'est construits pour le Rapport annuel sur l'état de la France avec ses 10 indicateurs de richesses en y incluant ceux des ODD. Ce travail d'évaluation sera essentiel pour donner de l'impact à nos travaux.

Le groupe de la CFDT a voté ces orientations stratégiques.

CFE-CGC

L'action du CESE pour les prochaines années à venir doit garantir l'intérêt général sur la base des 42 fiches thématiques et résoudre les crises structurelles en ayant une vision partagée des difficultés, en proposant des solutions, en éclairant les décisions publiques, en valorisant les travaux et le suivi de ces derniers en responsabilité !

Les préoccupations de chacune, chacun, sont aujourd'hui plus encore qu'hier la santé, l'emploi, la formation, les rémunérations, l'habitat, le transport, l'énergie, l'environnement, l'équilibre vie personnelle versus vie professionnelle. A cela s'ajoutent la défense des acquis démocratiques nationaux et européens, la défense d'un niveau de pouvoir d'achat permettant de vivre dignement et le renforcement du dialogue social entre les diverses parties prenantes de notre société.

Le groupe CFE-CGC militera pour un juste rééquilibrage en faveur des travailleurs, des salariés, des citoyens, du partage de la valeur ajoutée, équilibre indispensable à la cohésion sociale, pilier de notre « vivre ensemble » et de notre démocratie.

Le groupe CFE-CGC considère que l'avenir de notre société, cet avenir commun, passe par :

- une vision partagée des enjeux et des risques, mais aussi des priorités ;
- la volonté d'agir et le courage de faire ;

- la vigilance et la persévérance ;
- enfin, l'humilité face à la tâche immense qui est devant nous, et qui imposera nécessairement des adaptations du « plan ».

Entres autres axes de progrès, nous notons :

- la réindustrialisation, par une stratégie et des politiques de recherche à long terme, claires et justement financées ;
- le partage de la valeur ajoutée et sa redistribution équitable ;
- le développement d'une société de la prévention environnementale, sanitaire, économique, sociale ;
- la préservation et le renforcement du dialogue social ;
- la suppression des inégalités, de la pauvreté en créant un nouveau pacte social,
- la défense de l'emploi et du droit à vivre de son propre travail ;
- le renforcement et l'acceptabilité de la citoyenneté ;
- la lutte contre les discriminations, le travail forcé, la traite des êtres humains et l'esclavage moderne ;
- le partage et l'engagement de chacune et chacun, des valeurs de la solidarité et de confiance ;
- l'apprentissage, l'éducation et la formation à tous les niveaux d'âge et d'emplois,
- la nécessité de renforcer le soutien pour les familles, particulièrement celles les plus en difficulté.

Le CESE est donc renouvelé dans ses prérogatives, ses moyens d'action et a désormais sa feuille de route pour travailler à « une république des solutions » pour réduire toutes les inégalités économiques, sociales et environnementales. Le groupe CFE-CGC se retrouve dans ces orientations.

Nous relevons toutefois que la réussite de ces dernières ne pourra se réaliser qu'avec le concours loyal, étroit, résolu et sincère du gouvernement.

En effet, si celui-ci ne développe pas rapidement de nouvelles aptitudes sur les futures préconisations du CESE, et : s'il décide, in fine, de ne pas tenir compte des conseils et recommandations de la société civile organisée en n'investissant pas les moyens adéquats ; s'il ne s'engage pas à favoriser l'action collective, à libérer les initiatives de terrain, à encourager concrètement le dialogue entre les acteurs à tous les niveaux de la société, par des actes et pas seulement par

le verbe ; s'il n'entreprend pas de nourrir et de renforcer la confiance qui nous fait tant défaut ; alors les travaux engagés seront vains, avec des conséquences néfastes sur les territoires, sur notre économie, sur l'environnement, sur le capital humain, sur le dialogue social et sur notre contrat social, socle de la République..

CFTC

Voilà un texte qui fera date dans l'histoire du CESE !

D'abord par la méthode à laquelle nous avons eu recours pour l'élaborer : le dialogue, l'écoute attentive de l'autre et la volonté de construire ensemble quelque chose qui nous ressemble.

Ce document d'orientation réussit, ensuite, le tour de force de camper en quelques pages les termes de l'immense défi qui nous attend : concilier à la fois le développement économique, le progrès social et la préservation de l'environnement. Il ne se contente pas de dresser le constat de ce qui ne va pas, il trace des perspectives, tout en laissant la porte ouverte à tout type d'initiatives qui s'inscrit dans le cadre qu'il définit et en respecte les fondamentaux. Ce texte nous invite à mettre de côté ses intérêts particuliers et à avoir le souci du bien commun. Aucune des trois dimensions qui définissent le développement durable ne doit prendre le pas sur les autres.

Ces orientations, nous les ferons donc nôtres tout au long de cette mandature. Ce texte fournit un cadre au projet qu'il nous appartient ensemble de concrétiser : il est ambitieux, certes, mais réaliste et réalisable, pour peu que nous nous en donnions les moyens. Il place le CESE au centre des préoccupations et fixe la route à suivre sur les sujets qui le concernent et sur lesquels nous devons travailler avec nos concitoyens.

Ces orientations nous vont bien à nous, militants de la CFTC, qui mettons un point d'honneur à respecter la subsidiarité. Il nous propose d'accompagner nos concitoyens dans leur projet de vie pour que chacun puisse s'épanouir dans une société apaisée. Ce document définit en revanche notre rayon d'action en tant que société civile organisée, quand il nous invite à lutter contre les inégalités et les discriminations, à éradiquer la pauvreté, à protéger les plus faibles, à mettre en avant ceux qui s'engagent.

Ces orientations nous vont bien aussi, parce qu'elles définissent un cadre minimal à la transition écologique que la CFTC appelle de ses vœux. Minimal parce que nous estimons que nous ne sommes pas seulement dans une société en transition, mais que nous devons

davantage participer à la reconstruction d'un monde, que des années de laisser aller, ont endommagé. Ce texte souligne les points de passage incontournables de cette reconstruction : l'éducation, la reconquête de la biodiversité, la relocalisation de l'industrie, l'emploi de demain, l'accès à une alimentation saine...

Ces orientations ne jettent pas seulement les bases d'un monde à reconstruire, elles s'intéressent aussi aux évolutions en cours, entre autre dans le domaine technologique. De ce strict point de vue nous devons tirer les conséquences de la catastrophe sanitaire qui a, en effet, montré que certains publics pouvaient passer à côté du progrès.

Le groupe CFTC partage le caractère exigeant de ces orientations, indispensables à notre société et au devenir de l'humanité sur la planète. Notre groupe s'impliquera dans la traduction concrète de ces orientations et a voté ce document.

CGT

Valider les orientations du CESE après une longue séquence, dans une nouvelle configuration de travail qui se voulait créative et innovante, a, de notre point de vue, produit un texte qui n'est pas à la hauteur des enjeux. La nécessité d'une évaluation s'impose au regard du temps et des moyens engagés

Ce processus de travail a affaibli la qualité du travail des commissions dans une forme de sous-traitance et a organisé des débats éloignés des échanges et quelquefois des débats. Pour chuter sur un texte, où nous serions au clair sur les constats, sur les idées comme sur les mots, alors qu'au fond tout cela reste très équivoque.

Autant le travail mené par les commissions traçait des lignes de forces capables de poursuivre les objectifs précédemment décidés autant ce texte final soumis à notre approbation, demeure sur des considérations générales.

La force est de cultiver notre singularité à partir de ce que nous sommes : la société civile organisée dans toute sa diversité.

Le groupe CGT avait concentré ses amendements autour du partage de la richesse, de la démocratie, du travail, sa valeur, son sens et sa finalité afin d'agir pour la transformation des situations de travail car l'ambition est de réintégrer la politique du travail dans un avenir respectant la nature comme patrimoine de l'humanité autant que comme ressource de vie et de production. Mais il n'en a rien été.

C'est en suggérant des alternatives innovantes qui bousculent la société que nous demeurerons pertinents, utiles et serons reconnus comme porteurs d'espoir.

Aucune issue aux crises ne sera possible sans s'attaquer à la manière dont se crée et se partage la richesse.

Dans tous les cas, ne pas poser la nécessaire rupture avec le modèle économique actuel manque de crédibilité pour sortir le monde qui vient de l'obscurité, des incertitudes et du danger.

L'accumulation de toujours plus de richesses par une minorité au détriment du travail et de la nature, reste la source première des inégalités notamment de santé, d'éducation, de culture, d'accès aux biens fondamentaux ... En ne couplant pas santé au travail et environnementale pour une santé globale ce texte d'orientation est en décalage des travaux menés précédemment par le CESE.

Enfin, plus que de résilience et de cohésion sociale, c'est de promotion de la justice sociale dont les peuples ont de toute urgence besoin. Cette justice sociale fondée sur l'égalité des droits qui ne consiste pas seulement à augmenter les salaires et créer des emplois mais pose les enjeux de dignité, de respect et de liberté d'expression pour les travailleuses et travailleurs, ce pouvoir de dire et d'agir dans la cité comme dans l'entreprise. Ce que l'on nomme la démocratie.

Nous regrettons que la qualité de ce texte soit en deçà du travail des commissions et des écrits du CESE qui ne seraient placés qu'en annexe. Cette situation nous oblige à nous abstenir. Nous savons toutes et tous qu'en terme de communication c'est ce texte et lui seul qui sera repris.

CGT-FO

Aujourd'hui, nous allons voter les orientations stratégiques de la mandature. C'est un moment important. Il s'agit de définir les grandes lignes qui vont dessiner les horizons de notre institution pour les cinq ans à venir. Dans un monde en mutation, il faut non seulement pouvoir répondre aux enjeux actuels mais également anticiper leurs évolutions, les comprendre et agir sur le long terme afin de ne pas en subir des conséquences inattendues et dommageables pour notre société.

Ces orientations sont le fruit d'un travail mené par l'ensemble des membres du CESE, notamment par le biais des fiches thématiques élaborées par les formations de travail. Nous ne nous attarderons pas sur l'expérience « vis ma vie de citoyen » qui a interrogé, voire même irrité bon nombre d'entre nous. Nous restons convaincus que la participation citoyenne, permise sous différentes formes par la loi organique, ne doit pas devenir la règle, ni même une fin en soi. Il s'agit, pour le groupe FO, d'un outil qui peut utilement alimenter les travaux et les réflexions menés par la société civile organisée que nous représentons.

Nous tenons, par ailleurs à souligner l'intérêt de la journée de la conférence des enjeux qui a permis à l'ensemble des responsables de nos organisations respectives de montrer leur attachement à notre institution.

Pour le groupe FO, les orientations stratégiques et les fiches thématiques proposées par les formations de travail doivent nous permettre, si nécessaire, de canaliser l'affluence des futures saisines par pétitions afin de laisser la possibilité aux commissions et aux délégations de mener leurs travaux sur les sujets mis en avant dans les fiches thématiques comme autant de pistes à explorer.

Pour le groupe FO, le CESE doit pouvoir continuer à réfléchir de manière apaisée et concertée aux solutions à apporter pour préparer le long terme et garantir l'avenir de notre pays. Le CESE, lieu de débat et de réflexion de la société civile organisée, doit toujours agir pour faire de l'égalité, principe fondateur de notre République, une réalité pour toutes et tous.

Tout au long des différentes phases de préparation des orientations stratégiques, le groupe FO a insisté sur l'importance d'une prise en compte équilibrée des trois piliers fondateurs de notre institution : l'économie, le social et l'environnement.

Réussir la transition écologique implique nécessairement son acceptabilité par les citoyens, en particulier les plus fragiles. Ce défi ne pourra être relevé que dans un cadre de développement économique socialement juste.

Pour FO, cette vision se retrouve dans les orientations stratégiques. C'est pourquoi le groupe FO a donc voté ces orientations.

Coopération

La nécessaire reconstruction d'après-guerre a poussé notre pays à choisir de nouvelles orientations pour faire face aux enjeux de l'époque.

Aujourd'hui, dans un monde en profonde mutation, nous sommes invités à nous réinventer pour faire advenir un horizon désirable.

En effet, à l'instar des autres pays développés, la France fait face à des défis à la fois démocratiques, économiques, démographiques, sociaux et écologiques qui l'encouragent à un changement de paradigme.

Et les défis nous semblent aussi colossaux qu'en 1945 ! Il ne s'agit en effet pas moins que d'imaginer les nouvelles fondations de notre société pour les décennies à venir.

C'est en ce sens que le CESE a souhaité, via sa « Conférence des Enjeux », mettre en exergue les défis du nouveau siècle.

Nous avons ainsi travaillé ces dernières semaines à établir des orientations stratégiques qui embrassent nos problématiques contemporaines et futures.

L'implicite qui définit la relation entre gouvernements et citoyens, entre travail et capital, entre économie et environnement et entre les différentes constituantes de notre société est sérieusement remis en cause.

Nous avons établi le constat que notre développement n'est pas durable tout en prenant conscience que nous allons devoir affronter les enjeux de transitions ainsi rendues nécessaires.

Pour nous, coopérateurs, un nouveau contrat social doit émerger.

Son instauration doit relever d'une histoire à la fois positive et partagée porteuse d'un progrès social à la hauteur des progrès économiques et technologiques récents et à venir.

Le modèle de 1945 a posé des fondements en matière de solidarité, d'émancipation individuelle et de recherche d'un haut niveau de cohésion sociale et territoriale que le nouveau modèle doit poursuivre.

C'est donc à travers la co-construction démocratique, en veillant à ce que l'arbitrage public ne perde jamais de vue l'intérêt général, que nous parviendrons à mener ces transformations ensemble dans un esprit de justice.

Un accompagnement bienveillant ainsi qu'une pédagogie exigeante seront nécessaires en vue de l'acceptabilité des politiques publiques à venir.

Certaines des tendances majeures observées dans les mutations actuelles indiquent que de nombreux domaines pourraient tirer parti de l'action communautaire et des principes d'entraide et de démocratie participative que nous mettons en œuvre au quotidien au sein du modèle coopératif.

Cela est vrai notamment en matière de réindustrialisation, de meilleure répartition des richesses et d'organisation du travail.

En total accord avec le programme stratégique de cette mandature, nous concourrons à inspirer les travaux de notre Assemblée afin qu'ils prennent corps et infusent notre société.

Entreprises

Monsieur le Président, vous avez souhaité que l'ensemble de notre Assemblée réfléchisse aux enjeux pour construire une France plus forte en 2030. Les entrepreneurs que nous sommes et les entreprises que nous représentons, acteurs majeurs de la transformation au cœur des territoires, ont été force de propositions au travers des travaux menés au CESE dans les différentes formations de travail. Ceci car les conseillers ont été nommés par leurs organisations en fonction de leurs expériences et compétences sur les sujets à traiter et ont été répartis en conséquence dans les formations de travail.

A l'inverse, l'ensemble de la méthode de travail de la Conférence des Enjeux, notamment les webinaires ne nous a pas pleinement convaincu. L'approche retenue mesure aussi insuffisamment les enjeux mondiaux et européens autour de stratégies d'influence des pays voire de continents. C'est le risque de la méthode d'agrégats qui aboutit à une consolidation d'éléments hétérogènes.

Au-delà, les organisations qui composent le CESE ont été associées pour que ce processus se réalise pleinement avec elles. Elaborer les orientations stratégiques définit le socle de nos futurs travaux pour contribuer aux réflexions sur le développement de la France. Les thèmes retenus dans ce document pour assurer les transitions sociales, écologiques, numériques et développer l'attractivité et la compétitivité de notre pays sont pour la plupart majeurs :

- Réfléchir ensemble aux conditions de développement d'une croissance responsable
- Prendre en compte les enjeux environnementaux et les enjeux européens au plus haut niveau, notamment en matière d'harmonisation fiscale et sociale,

- Adapter les politiques d'emploi aux mutations économiques et aux besoins des compétences des entreprises en priorisant sur la formation et l'emploi des jeunes
- Relancer le commerce mais aussi favoriser l'accessibilité au numérique, l'autonomie des personnes, l'aménagement des territoires, la localisation des chaînes de production,
- Tenir compte du contexte démographique et migratoire...

Pour conclure, le groupe entreprises se mobilise contre toute idée d'effondrement et croit à l'innovation, à la performance économique, aux investissements, aux adaptations et aux évolutions. Sans nier l'urgence de certaines situations, les entreprises ont besoin de temps pour construire l'agenda des solutions. Les orientations stratégiques élaborées dans ce document nous apparaissent aller dans le bon sens. C'est pourquoi le groupe Entreprises prendra part à l'ensemble de ces travaux de façon active et constructive.

Le groupe Entreprises a voté favorablement.

Environnement et nature

Au moment de valider le texte issu du processus de la Conférence des enjeux, nous nous questionnons : tout ça pour ça ?

Dans un contexte de fort renouvellement des membres du CESE, nous avons souhaité élaborer collectivement, grâce à un processus inédit, la définition de problématiques prioritaires pour offrir une colonne vertébrale autour de laquelle insérer nos travaux.

Nous saluons le travail important qui a été fourni, les processus innovants qui ont permis des dialogues nourrissants et la production de contributions riches.

Mais il apparaît qu'après le processus de la Conférence il n'y a pas eu le temps de décantation nécessaire, et au contraire une accélération dans laquelle on a perdu la substantifique moelle des travaux antérieurs : nous sommes passés de la recherche d'une vision commune, à l'accouchement d'un texte fourre-tout. Le but, certes compréhensible et tellement « césien », était que tout le monde retrouve ses petits. Mais, au final, on aboutit à une juxtaposition de sujets sans véritable stratégie. Elle aurait pourtant été fort utile pour, face aux urgences environnementales, prioriser nos travaux autour de l'évolution de notre modèle social, économique, énergétique, agricole, éducatif et de la destinée des jeunes et des plus vulnérables. Si notre objectif partagé est de permettre un futur vivable dans le cadre d'une transition

juste, alors les modalités d'intégration de la neutralité carbone et de la restauration de la biodiversité doivent être des préoccupations prioritaires.

Et puis, les bien trop faibles délais de finalisation du texte ont produit :

- Des formulations ambiguës, comme « l'acceptabilité » des évolutions à venir. C'est une formule qui gomme les besoins de co-construction et de planification des évolutions à mettre en œuvre ;
- Et des formulations non acceptables, comme l'objectif de seulement « stabiliser » la dégradation de la biodiversité, alors que nos engagements nationaux et européens nous enjoignent à la restaurer.

Avec un peu plus de temps et un regard vraiment stratégique, cela aurait été évitable.

Les fiches élaborées en commission et en groupe doivent rester un support de ces orientations stratégiques. Nous convenons que, sur ces bases, « tout est possible » et qu'on fera mieux dans les semestres à venir à travers les avis produits. C'est d'ailleurs ainsi que le Conseil a fonctionné dans le passé. Mais c'est aussi ce que nous souhaitons dépasser pour être à la hauteur de l'urgence et produire des avis dont la pertinence et l'utilité soient plus fortes que jusqu'à lors.

L'actualité ne cesse de rappeler avec force les questions de transition équitable, de prix et de disponibilités de l'énergie, de la COP 26, des transformations à conduire pour l'agriculture ou encore l'industrie. A l'occasion de l'adoption de ses orientations stratégiques, le CESE se doit d'affirmer qu'il va se saisir de ces questions en toute priorité, les éclairer avec une approche participative et proposer des possibles. C'est à ces conditions que notre institution sera reconnue en tant que lieu de débat légitime sur les enjeux stratégiques que nous avons voulu désigner ensemble.

Pour manifester ses regrets à l'issue d'un processus pourtant constructif, notre groupe choisi de partager ses votes. Pour conclure, nous souhaitons réaffirmer devant vous notre conviction dans la vertu du dialogue et dans la nécessité, pour avancer, de se dire les choses et de se donner le temps de la co-construction.

Familles

A la veille de la COP 26, le CESE arrête ses orientations pour la mandature 2021-2026 et les deux feuilles de route se recourent pour se projeter vers un futur souhaitable pour toute la population à l'horizon de la prochaine génération.

Le Groupe Familles rejoint pleinement les enjeux de résilience, de transitions nécessaires et de transformations à anticiper et accompagner. Il votera les orientations stratégiques du CESE pour les 5 ans qui viennent et y prendra pleinement sa part pour voir aboutir des consensus exigeants.

L'écologie familiale est un atout pour le développement humain harmonieux. Les familles, toutes générations confondues sont bien en première ligne pour assurer solidarité et sécurité de leurs membres.

La crise sanitaire et le confinement ont révélé des inégalités criantes en matière de qualité du logement, de cadre de vie des Français, en milieu urbain comme rural. Les séparations, les maltraitances aux femmes, aux enfants, aux personnes vulnérables ont montré la fragilité des familles et pourtant celles-ci ont été les principaux amortisseurs de la crise. C'est pourquoi notre groupe sera attentif aux propositions allant dans le sens de la protection des familles et des enfants.

La reprise de l'activité économique est amorcée mais des garanties sont à trouver par une veille sur les prix à la consommation, un accès à une alimentation de proximité, des aides sur des dépenses essentielles et contraintes liées au logement, au chauffage ou aux déplacements. Penser les politiques publiques d'accompagnement ou d'anticipation des transitions et des transformations nécessite une prise en compte de la composition familiale au risque sinon d'aggraver les inégalités. La famille doit être pensée comme un acteur économique majeur, et la politique familiale comme un outil économique à part entière.

Le fait familial doit constituer un critère structurant des politiques de relance et d'acceptabilité des transformations à conduire. Une politique familiale n'est pas une politique sociale. Les familles sont par ailleurs les premiers éducateurs de leurs enfants : c'est en famille que s'apprennent et se vivent la solidarité, la transmission intergénérationnelle tout autant que les bons gestes et les comportements respectueux de l'environnement et de la santé. Il importe de tirer les leçons d'expérimentations conduites en ce domaine telles que « Familles à biodiversité positive » dans les Parcs naturels régionaux ou encore « Familles à énergie positive ».

Enfin, la crise a aussi montré l'importance des réseaux associatifs pour maintenir le lien social et mettre en œuvre des actions de solidarité. Les bénévoles ont développé des trésors d'inventivité avec dynamisme et enthousiasme, révélant le sens de l'action collective.

Non inscrits

Alain Bazot : « Membre du groupe des non-inscrits, je vais m'exprimer à titre personnel, en qualité de représentant de l'UFC Que Choisir.

Avec un quotidien au rythme effréné, une gestion trop souvent au jour le jour des préoccupations des citoyens, on ne peut que saluer la volonté du CESE de proposer une vision sur l'avenir en insistant sur la notion d'effectivité des droits et de l'égalité.

Naturellement Je me félicite de la mention concernant l'évolution des modes de consommation.

La consommation sera un des principaux déterminant de la reconstruction post covid de l'économie. Une consommation repensée, plus sobre, plus juste et responsable, comme cela est dit au paragraphe des transitions. Responsable, le consommateur le sera s'il dispose d'une information pertinente. A cet égard, les pouvoirs publics auront à s'impliquer pour garantir et promouvoir un cadre fiable. Le Nutri-Score et le Planet Score fournissent 2 illustrations dans l'actualité.

Responsable s'il dispose d'une véritable liberté de choix et, bien sûr, ne se heurte pas à une inaccessibilité financière. La question du pouvoir d'achat revient en force. Elle devra être traitée sans que les ambitions de transition écologique ne soient sacrifiées.

Si l'économie française et la société de demain seront largement ce que nos choix de consommation en feront, si les citoyens/consommateurs détiennent un pouvoir central, encore faudra-t-il qu'ils soient accompagnés comme les Orientations stratégiques l'indiquent.

Cependant, tout ne pourra pas reposer sur les seules épaules des citoyens/consommateurs.

Il sera opportun que le CESE s'intéresse également aux nécessaires changements systémiques, structurels.

L'accès de toutes et tous à une alimentation et à un environnement sains. Cela rejoint pleinement le renforcement de la prévention en matière de santé exprimée dans les enjeux de résilience. Ils passeront notamment par une évolution des modes de production agricoles.

La transition numérique avec un égal accès à un Internet de qualité...mais aussi sécurisé, garantissant à chacun la maîtrise de ses données, et définissant clairement les responsabilités respectives des différents acteurs.

De plus, il faudra en effet nous assurer que les transitions soit socialement justes, ce qu'énonce le document qui nous est soumis.

L'acceptabilité des politiques publiques en matière climatique pourrait être renforcée via trois canaux :

- Le strict respect du principe pollueur payeur, trop souvent bafoué, que ce soit pour l'eau ou même le carbone.
- Des politiques globales qui, tout en ménageant les consommateurs les plus vulnérables, atteignent aussi les classes moyennes qui ne bénéficient pas d'alternatives durables et accessibles.
- Une fiscalité non punitive et transparente quant à l'utilisation et au fléchage des recettes.

Enfin, je partage pleinement cette nécessité d'être davantage présent au niveau européen telle qu'énoncée au III.

Alors que 80% de notre droit vient de l'Union, il importe de peser via une coopération renforcée avec l'autre CESE, notre grand frère à Bruxelles, mais aussi en s'intéressant de près aux accords commerciaux internationaux qui peuvent détricoter en un instant, et dans le secret des couloirs, les avancées nationales ou européennes. Le diable peut parfois s'habiller en tafta.

J'ai voté pour ce projet d'orientations stratégiques. »

Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

La séance plénière qui nous rassemble ce jour marque un temps particulier de la vie du CESE.

Notre groupe s'est interrogé sur le sens de cette déclaration. Sur quoi donnons nous notre avis aujourd'hui ? Le contenu d'un document ? Un processus de travail ? Un positionnement politique ? Si nous sommes en accord avec le discours du président et la grande majorité des orientations présentes dans ce document - car il est difficile d'être en désaccord avec les larges thématiques posées - elles ne nous semblent pas refléter la qualité de ce que nous sommes capables de produire collectivement, et la manière dont nous pouvons - et devons - travailler.

Pour autant, la lecture de ce texte reflète bien la complexité à trouver le juste équilibre entre l'économique, le social et l'environnemental et doit nous pousser, nous, CESE, à être plus exigeants envers nous-mêmes afin d'y parvenir.

A cet égard, la thématique de la cohésion sociale, qui nous tient particulièrement à cœur, doit pouvoir être traitée en tant que telle et pas seulement au prisme des enjeux économiques ou environnementaux.

Au-delà du monde du travail, la cohésion sociale se crée aussi dans les espaces sportifs, de culture, de loisirs, d'engagement et dans la vie quotidienne. Les associations et notamment celles se reconnaissant de l'éducation populaire, sont des acteurs sociaux incontournables et pourtant peu présentes dans ce texte. C'est notamment en s'appuyant sur les associations, qu'il est possible d'ambitionner un changement de paradigme social, pour aller vers une véritable construction de commun et de refonte du vivre-ensemble. A ce titre, la lutte contre toutes les formes de discriminations doit être portée de manière transversale.

Le groupe est satisfait de la place qui est donnée aux questions environnementales, même si la réussite de la transition écologique reste trop souvent cantonnée à la seule sensibilisation des citoyennes et des citoyens visant à garantir l'évolution de leurs pratiques quotidiennes.

Elle est pourtant fortement dépendante des acteurs économiques et étatiques, des institutions et d'un effort collectif partagé qui nécessite que l'ensemble des acteurs modifient leurs pratiques, y compris ceux qui édictent ou font appliquer les normes.

Il ne suffira pas aux citoyens et citoyennes, notamment les jeunes, d'être « créatifs.ves » et « entrepreneurs.euses » pour ne pas subir les transformations en cours et à venir.

Enfin, la question de la pertinence de notre modèle économique actuel n'est pas posée en tant que telle bien qu'elle ait été soulevée dans plus de la moitié des formations de travail. Le groupe regrette que cela ne fasse pas partie des interrogations du CESE qui suivrait, en ce sens, les recommandations de l'agence européenne de l'environnement, du GIEC et de l'IEPBS.

Le CESE s'est engagé dans un processus fastidieux souhaitant traduire des ambitions fortes. Le résultat aujourd'hui peut sembler ne pas traduire l'énergie, l'espoir et la volonté que nous toutes et tous avons placé dans cette conférence. Un temps supplémentaire de mise en lien et d'échanges collectifs sur des différents espaces de réflexion aurait sans doute été nécessaire. Cela aurait également permis aux

groupes de consulter et embarquer toutes leurs organisations dans ces orientations. Gardons à l'esprit qu'à l'avenir il nous faudra faire mieux.

Malgré une certaine déception quant à la dernière étape de ce processus, l'ambition que porte ce texte va dans le bon sens. Estimant qu'elles abordent un certain nombre de thématiques importantes pour la mandature, le groupe a voté favorablement les orientations stratégiques.

Outre-mer

Penser l'avenir, dresser des perspectives pour répondre aux défis d'une société en mutation constante permet d'anticiper le nécessaire éclairage de l'action présente à la lumière des futurs possibles et souhaitables.

Pourtant, soumis au diktat de l'immédiateté, le temps politique n'est plus celui du long terme. Aujourd'hui, les réseaux sociaux, les chaînes d'information en continu font office de forum au gré des émotions et des polémiques.

Est-ce à dire que notre démocratie n'est plus en mesure de préparer le long terme et de construire un destin commun ?

Si des intellectuels et des spécialistes tentent de penser le monde, les politiques s'inspirent bien trop peu de leurs propositions.

Le diagnostic partagé pour fixer un cap est remplacé par des sparadraps qu'on colle pour calmer la colère sociale et s'éviter des débâcles électorales.

Dans ce contexte, le travail collectif entrepris par les conseillers redonne au CESE sa vocation d'être l'institution tournée vers l'avenir en éclairant les pouvoirs publics sur les enjeux et des conséquences de leurs décisions à long terme.

Les Outre-mer ont toujours démontré leur formidable capacité de résilience après chaque crise qu'ils ont affrontée.

En effet, depuis 2009, 40 événements climatiques majeurs ont été comptabilisés sans compter les conséquences sanitaires des pollutions dues aux algues sargasses, aux conséquences du chlordécone et des essais nucléaires.

A ces vulnérabilités s'ajoute l'accumulation des retards de développement, la persistance insupportable du chômage de masse, à l'évolution démographique variable et la prégnance de l'illettrisme.

Mais parallèlement à cette réalité, nos territoires sont surtout riches des 80% de la biodiversité française qu'ils abritent. Riche aussi, des 11 millions de km² de surface maritime et disposant également de la plus grande frontière terrestre entre la Guyane et le Brésil. Ces atouts offrent à notre pays une position géostratégique et des ressources naturelles encore non connues et inexploitées.

C'est pourquoi, nous avons collectivement la responsabilité de faire de ces atouts à haute valeur ajoutée des laboratoires d'innovation, d'expérimentation et de transition écologique, numérique et sociale.

Toutefois, ces transitions supposent deux préalables. D'abord, la transformation des modèles économiques et ensuite l'intégration régionale qui est la clé d'un développement plus équilibré et une coopération avec les pays voisins. Elle permettrait à la France de s'affirmer comme une puissance mondiale et à l'Europe de rayonner sur les trois océans ».

Le CESE dispose aujourd'hui, de tous les outils pour fournir des réponses aux maux et aux fractures de la société française et ce afin de réenchanter notre démocratie.

Le Groupe des Outre-mer a voté les orientations stratégiques.

Santé et citoyenneté

Débuter une mandature en définissant les orientations stratégiques pour nos travaux à venir est un acte fondateur, fédérateur et porteur de promesses pour notre assemblée.

Nous tenons en premier lieu à saluer l'élaboration collective de ces orientations, fruit d'une démarche inédite et innovante. Elles fixent un cap et constituent dorénavant le socle de notre doctrine commune.

Le groupe Santé & Citoyenneté souligne tout particulièrement le travail accompli autour des trois familles d'enjeux et la mobilisation de notre assemblée. Les enjeux de résiliences, de transitions et de transformations ont pris corps et des pistes de travail concrètes ont été identifiées.

Les défis à relever sont considérables. La crise sanitaire et ses conséquences économiques et sociales, les enjeux environnementaux et les ruptures démocratiques à l'œuvre au sein de nos sociétés révèlent un contexte sans précédent.

Notre conseil a pour raison d'être de comprendre, d'analyser et de contribuer à rechercher les solutions du possible en mobilisant nos concitoyens et en rendant notre société davantage résiliente.

Dans ce contexte, nos formations de travail, désormais en ordre de marche, porteront la parole de notre assemblée et des organisations qui la composent en tenant compte des nécessaires transversalités inhérentes aux enjeux que nous avons définis ensemble.

Notre groupe sera particulièrement attentif aux engagements que nous prendrons.

Il s'agit pour nous d'Innover pour répondre à des besoins non ou mal satisfaits, de permettre à toutes et tous un accès à des soins de qualité, de lutter contre toutes les inégalités et les discriminations, dont celles de genre, celles liées au handicap et aux vulnérabilités, de concilier et améliorer la qualité de vie individuelle et collective, autant de facteurs venant renforcer la cohésion sociale .

Fort de ses orientations stratégiques déclinées dans ses futurs travaux, le CESE devra inscrire ses propositions dans une stratégie de communication consacrant une large part à la promotion de ses avis, rapports et études.

Définir nos orientations stratégiques nous a également amené à réinterroger notre rôle.

La réforme ayant renforcé et précisé ses missions, le CESE, confirmé comme lieu d'expression de la société civile, pourra s'appuyer sur la mobilisation de nos citoyens pour enrichir nos échanges dans ce cadre renouvelé de co-construction démocratique.

Le groupe Santé & Citoyenneté soutient ces orientations et s'engage à les faire vivre dans les formations de travail.

UNSA

Notre système démocratique souffre de crises profondes, issues de la conjonction de plusieurs facteurs, certains anciens, amenant aujourd'hui à une crise de la légitimité démocratique.

Les défis auxquels notre pays est confronté sont immenses, les inégalités et les fractures minent sa cohésion et la promesse républicaine, rendant encore plus impératives la recherche et la construction de réponses collectives. L'urgence sociale et la crise écologique nous obligent, la question de la croissance doit trouver de nouvelles réponses dans un monde fini. Les réponses à ces défis devront émerger dans le dialogue et être le fruit de compromis respectant la justice sociale, gage de l'acceptation sociale et donc de l'efficacité. Elles nécessiteront un travail long et fondamental pour restaurer la confiance entre les citoyens et les institutions et leurs représentants.

C'est dans ce contexte que les orientations stratégiques proposées ce jour ont été travaillées. Parmi elles, l'UNSA choisit dans cette intervention de retenir la volonté du CESE de s'engager dans un travail profond pour un nouveau modèle social protecteur pour chacune et chacun, ambitieux et à même d'absorber l'ensemble des chocs que toutes et tous nous subissons et subirons. Le travail qui est à mener en la matière est colossal mais le pays a besoin d'un horizon désirable, d'espoir et de confiance dans l'avenir. Ce nouveau modèle social peut être cet ancrage.

Le groupe de l'UNSA votera ces orientations stratégiques en ayant à l'esprit la boussole qui est la sienne depuis le début à savoir :

- Prendre en considération la parole des citoyens, les associer dans l'expression, l'analyse et la mise en délibération de ces contradictions, en vue d'arriver à un arbitrage.
- Conjuguer l'intérêt général et l'urgence climatique.
- Proposer les systèmes de solidarité de la société de demain.
- Réfléchir, montrer à voir et impulser les changements de modèles économiques et sociaux.

Ce mandat peut être exaltant, à nous collectivement d'être inventifs, ambitieux, résolument optimistes et forts sur nos valeurs, nous le devons pour chacune et chacun, nous le devons aussi pour l'idéal républicain.

Scrutin

Scrutin sur l'ensemble de la résolution

Le CESE a adopté.

NOMBRE DE VOTANTES ET DE VOTANTS : 164

POUR : 132

CONTRE : 9

ABSTENTIONS : 23

Pour : 132

40

| | |
|---|---|
| <i>Agriculture</i> | MM. Amécourt (d'), Biès-Péré, Mme Blin, MM. Coué, Dagès, Durand, Férey, Mme Fournier, M. Gangneron, Mmes Lion, Pisani, Sellier, Valentin, Vial, M. Windsor. |
| <i>Alternatives sociales et écologiques</i> | Mmes Gondard-Lalanne, Groison, M. Le Queau, Mme Orain. |
| <i>Artisanat et Professions libérales</i> | MM. Anract, Chassang, Fourny, Guihard, Mmes Munoz, Niakaté, M. Repon, Mme Vial. |
| <i>Associations</i> | Mme Belhaddad, MM. Bobel, Boivin, Deniau, Deschamps, Mmes Doresse Dewas, Jourdain Menninger, Le Fur, Martel, Monnier, Sivignon, M. Thomasset, Mme Thoury. |
| <i>CFDT</i> | M. Aonzo, Mme Blancard, M. Cadart, Mmes Canieux, Duboc, Esch, MM. Guihéneuf, Lautridou, Mariani, Mmes Meyling, Pajarès y Sanchez, M. Ritzenthaler, Mme Thiery, M. Tivierge. |
| <i>CFE-CGC</i> | Mmes Biarnaix-Roche, Gayte, MM. Nicoud, Souami. |
| <i>CFTC</i> | Mmes Chatain, Coton, MM. Heitz, Lecomte. |
| <i>CGT-FO</i> | MM. André, Cambou, Mmes Clicq, Delaveau, M. Goulm, Mmes Marot, Veitl. |
| <i>Coopération</i> | MM. Grison, Landriot, Mugnier. |

| | |
|---|--|
| <i>Entreprises</i> | MM. Asselin, Brunet, Mme Carlac'h, M. Cavagné, Mme Couderc, M. Creyssel, Mmes Dubrac, Fabiani, MM. Gardinal, Goguet, Mme Guerniou, M. Guillaume, Mme Hafidou, MM. Kling, Moisselin, Mme Pauzat, M. Ruchenstain, Mme Ruin, M. Salleron, Mmes Salvadoretti, Ullern, MM. Vermot Desroches, Vidor. |
| <i>Environnement et nature</i> | MM. Abel, Beauvais, Boucherand, Mme Martinie-Cousty, MM. Mayol, Richard. |
| <i>Familles</i> | Mmes Balducchi, Blanc, MM. Desbrosses, Erbs, Mme Gariel, M. Marmier, Mme Picardat. |
| <i>Non-inscrits</i> | MM. Bazot, Breton, Chir, Joseph, Mme Mignot-Verscheure, M. Noël. |
| <i>Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse</i> | M. Eyriey, Mme Hamel, MM. Jeanne-Rose, Occansey. |
| <i>Outre-mer</i> | "Mmes Arlie, Bouchaut-Choisy, MM. Cambray, Leung, Marie-Joseph, Mmes Mouhoussoune, Sirder, M. Yan. |
| <i>Santé et Citoyenneté</i> | MM. Da Costa, Raymond. |
| <i>UNSA</i> | Mme Arav, MM. Darwane, Truffat, Mme Vignau. |

Contre : 9

*Environnement
et nature"*

Mme Claveirole, MM. Compain, Gatet,
Mmes Journé, Kacprzak, M. Lesaffre,
Mmes Ostria, Popelin, Rattez.

Abstentions : 23

*Agir autrement pour l'innovation
sociale et environnementale*

Mme Djouadi, MM. El Jarroudi,
Hammouche,
Levy-Waitz, Mmes Roux de Bezieux,
Tordeux Bitker, Tutenuit.

CGT

Mmes Barth, Bordenave, Cailletaud,
Chay, MM. Fournel, Mme Gallet,
MM. Meyer, Naton, Oussedik, Rabhi,
Mme Tatot.

*Environnement
et nature*

M. Chabason,
Mmes Grimault, Van Den Broeck.

Familles

Mme Bigot.

Non-inscrits

M. Pouget.

Annexe : pistes de réflexion des formations de travail du CESE

Quel futur souhaitable pour la France en 2035 ? Les formations de travail du CESE se sont interrogées sur les sujets prioritaires dans leurs domaines de compétences. Pour chacun de ces défis, elles se sont attachées à identifier les principaux leviers à activer pour y faire face et les obstacles à surmonter. L'intégralité des travaux est disponible sur le site <http://www.lecese.fr>.

Commission permanente des affaires européennes et internationales

- . Mobiliser le cadre multilatéral pour lutter contre les distorsions (fiscales, sociales, environnementales,...)
- . La gouvernance des biens communs mondiaux ou stratégiques
- . La relance européenne : quel chemin en 2025 pour l'Europe de 2050 ?
- . Le modèle démocratique européen (social, politique, place de la citoyenne et du citoyen et de la société civile organisée)
- . La France à l'international : développement solidaire, francophonie, migrations et asile

Commission permanente des affaires sociales et de la santé

- . Santé environnement : pour une politique publique nationale de santé environnement au cœur des territoires
- . La prévention en santé
- . Droits sociaux et de santé : accès, effectivité et opposabilité
- . Le sens de la peine

Commission permanente de l'économie et des finances

- . Faire émerger un nouveau modèle économique intégrant la transition écologique
- . Assurer la résilience et la souveraineté de l'économie française

- . Assurer un financement optimal de l'économie
- . De nouvelles technologies au service de toutes et de tous
- . Garantir une consommation, une production et une distribution responsables

Commission permanente de l'éducation, de la culture, de la communication

- . Reconnaître et renforcer l'engagement et le bénévolat comme fondement d'une citoyenneté active
- . Redéfinir la culture comme un enjeu démocratique pour éradiquer les inégalités et lutter contre les déterminismes
- . Servir la cohésion sociale par l'éducation tout au long de la vie
- . Préparer les transitions écologiques, sociales et économiques par l'éducation et la culture
- . Elaborer et diffuser une information fiable, partout, pour tous et toutes, pour renforcer la démocratie

Commission permanente de l'environnement

- . La réussite simultanée de la neutralité carbone et de la restauration de la biodiversité
- . L'adoption de modes de vie durables
- . L'éducation à l'environnement
- . Le modèle économique d'une transition écologique juste et partagée
- . Le bilan des politiques publiques environnementales : comment garantir l'atteinte de nos objectifs ?

Commission permanente des territoires, de l'agriculture et de l'alimentation

- . Renforcer l'économie et l'équilibre des territoires en réussissant les transitions indispensables
- . Réduire la fracture territoriale et renforcer la cohésion sociale et les solidarités : accès pour tous aux services publics et de proximité essentiels (santé, sécurité, éducation, mobilité, culture, sports...)

- . Soutenir des modes de vie durables en revisitant le logement et les infrastructures
- . Assurer la souveraineté alimentaire et l'accès de tous à une nourriture saine et équilibrée

Commission permanente du travail et de l'emploi

- . Accélération des nouvelles organisations de travail et l'interaction avec le rapport au travail
- . Mutation des métiers dans l'urgence d'une transition juste
- . Redynamisation de la démocratie au travail pour construire une nouvelle économie répondant aux défis du XXIème siècle
- . Lutte contre les inégalités et la précarité des actives et des actifs

Délégation aux droits des femmes et à l'égalité

- . Eradiquer les violences patriarcales (faites aux femmes, aux enfants, aux personnes LGBTQI+ etc.)
- . Atteindre l'égalité réelle dans le milieu professionnel et garantir l'autonomie économique des femmes
- . Créer une culture commune de l'égalité comme cadre éthique des grandes transitions
- . Promouvoir la participation et le pouvoir d'agir des femmes ; garantir leur place dans les cercles de décision
- . Garantir l'accès et l'effectivité des droits pour tous et toutes

Délégation aux Outre-mer

- . Garantir l'accès aux services publics à toutes et tous dans les territoires ultramarins
- . Refonder des modèles économiques durables et partagés
- . Face au changement climatique en Outre-mer : impacts, résistance et innovation
- . Quel avenir pour la jeunesse en Outre-mer ?
- . Outre-mer : avant-postes de la diplomatie française et européenne

Retrouvez le CESE sur les réseaux sociaux



[Facebook.com/lecese](https://www.facebook.com/lecese)



[instagram.com/cese_officiel/](https://www.instagram.com/cese_officiel/)



twitter.com/lecese



[youtube.com/user/ceseRF](https://www.youtube.com/user/ceseRF)



fr.linkedin.com/company/conseil-economique-social-et-environnemental

